

# WAR IS A RACKET

"La guerre est un racket" est un discours et un petit ouvrage publié en 1935 par Smedley D. Butler.

## Incapable de tenir parole

**L'Amérique n'est pas devenue une nation de racketteurs sous Trump. Elle l'a toujours été — et Smedley Butler le disait bien avant que quiconque à Washington n'ait entendu parler de lui.**

*Scott Ritter*

ven. 08 mai 2026

En février 2026, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré que, du point de vue de la Fédération de Russie, les États-Unis n'étaient pas prêts à honorer les accords conclus lors du sommet Trump-Poutine en Alaska en août 2025.

En termes simples, les États-Unis étaient “incapables de tenir parole”.

Si l'administration du président Donald Trump en est venue à personnifier cette notion, ce phénomène est en réalité présent depuis un certain temps déjà.

Environ 250 ans, pour être précis.

Pour être “capable de tenir parole”, il faut d’abord comprendre et respecter le concept de l’état de droit.

Il fut un temps où les États-Unis aspiraient à être un tel pays.

Après tout, nous sommes une nation fondée sur les principes inscrits dans une déclaration d’indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, qui affirmait l’existence de certaines “vérités” allant de soi, à savoir “que tous les hommes sont créés égaux, qu’ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, parmi lesquels figurent la vie, la liberté et la recherche du bonheur”. Ces mots inspirants ont contribué à alimenter une révolution qui s’est concrétisée par une nouvelle nation, définie par une constitution énonçant les principes et les valeurs du collectif américain.

Cela ne signifie pas que les États-Unis ont toujours été un modèle de vertu.

Ni qu’ils l’aient jamais été.

Mais il fut un temps où la parole d’un homme avait de la valeur.

Où une poignée de mains valait autant qu’une signature sur un document.

Où la réputation comptait.

Cette époque, malheureusement, est révolue depuis longtemps.

L’arrogance et l’insolence sont depuis longtemps des traits caractéristiques des États-Unis d’Amérique et du peuple américain.

Mais ces défauts de caractère, habituellement repoussants, étaient toujours dissimulés sous le voile d’une innocence bien intentionnée, et on leur pardonnait parce que ceux qui en étaient dotés se comportaient avec le sourire aux lèvres et semblaient animés par la volonté de faire ce qu’il fallait.

Mais même à l’époque, cette perception de faire « ce qu’il fallait » n’était qu’une arnaque.

Une mise en scène.

Un racket.

L'État de droit, qui définit les fondements des principes américains, a toujours été enveloppé de concepts simplistes du « bien » et du « mal » et de notions rudimentaires de « justice » lorsqu'il s'agissait de réparer des torts perçus comme tels.

Les libertés et les droits individuels ont toujours été subordonnés à un mécanisme d'application monolithique déguisé en “état de droit”, où des pouvoirs agissant dans l'ombre, à l'abri de tout contrôle public et de toute obligation de rendre des comptes, façonnent des notions nébuleuses de ce qui constitue un crime et imposent des réalités implacables en matière de punition.

Thomas Jefferson écrivit dans la “Déclaration d'indépendance” susmentionnée que “les gouvernements sont institués parmi les hommes, tirant leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés”.

Cela, cependant, n'est pas nécessairement vrai.

La relation qui devrait exister pour qu'une telle affirmation soit vraie reposerait sur un ensemble de règles et d'accords issus de ces règles, respectés et observés par toutes les parties.

Mais le gouvernement peut modifier les règles à volonté, puis les imposer avec des pouvoirs que le peuple ne pourrait jamais égaler.

Le gouvernement a toujours revendiqué le droit de renégocier les conditions de coexistence entre les gouvernés et les gouvernants. Il s'agit d'une tradition américaine qui remonte à la Rébellion du Whisky de 1791-1794.

Et si certains, ayant une connaissance superficielle de l'histoire américaine, évoqueront la mobilisation par le président George Washington de 13 000 miliciens pour réprimer les distillateurs rebelles de l'ouest de la Pennsylvanie, cela occulterait la véritable histoire qui se jouait dans les coulisses.

Comment Alexander Hamilton s'est servi de la dette comme d'une arme pour mettre en place un système financier censé promouvoir la prospérité américaine et l'unité nationale, mais qui a en réalité conduit à l'instauration de ce qui s'apparentait à un premier impôt sur le revenu et à la mise en place d'un dispositif visant à créer un véritable carcan financier pour un peuple américain dont la mission permanente était de financer un gouvernement qui sacrifiait ses principes au nom du profit.

La dette transformée en arme par Alexander Hamilton découlait du conflit même qui avait libéré les colons américains de la tyrannie de la Couronne britannique.

Et depuis lors, les États-Unis se trouvent dans un état de conflit quasi permanent, entretenant et amplifiant la dette même utilisée pour justifier des exigences fiscales paralysantes imposées à un public qui, sans le savoir, a subordonné sa liberté collective aux intérêts financiers de ceux qui bénéficiaient du système financier fondé sur la dette conçu par Hamilton.

La guerre est inscrite dans l'ADN même de la République constitutionnelle américaine.

Nous ne pouvons tout simplement pas vivre sans elle.

C'est une vérité qui crève les yeux des Américains depuis longtemps.

Un camarade Marine—Smedley Butler, deux fois récompensé par la plus haute distinction militaire de la nation—l'a dit mieux que quiconque :

“La guerre est un racket. Elle l'a toujours été. C'est sans doute le plus ancien, certainement le plus rentable, et assurément le plus cruel. C'est le seul à avoir une portée internationale. C'est le seul où les profits se mesurent en dollars et les pertes en vies humaines. Je crois qu'on peut définir au mieux une arnaque comme quelque chose qui n'est pas ce qu'elle semble être pour la majorité des gens. Seul un petit groupe d'« initiés » sait de quoi il s'agit. Elle est menée au profit d'une poignée de personnes, aux dépens d'une grande majorité. Grâce à la guerre, quelques-uns s'enrichissent énormément.”

On a amené les Américains à croire que leurs forces armées existaient pour défendre les principes fondamentaux de la nation.

C'est vrai.

Mais la notion de ce qui constitue des principes valant la peine d'être défendus diffère entre les gouvernés, bercés dans une fausse quiétude par des concepts tels que la “liberté” et les “droits”, et les gouvernants, qui ne se soucient que du profit.

De nouveau, Smedley Butler :

“J'ai contribué à rendre le Mexique, et en particulier Tampico, sûr pour les intérêts pétroliers américains en 1914. J'ai contribué à faire d'Haïti et de Cuba des endroits propices pour que les hommes de la National City Bank puissent y collecter des revenus. J'ai contribué au pillage d'une demi-douzaine de républiques d'Amérique centrale au profit de Wall Street. La liste de mes agissements criminels est longue. J'ai aidé à « assainir » le Nicaragua pour la banque internationale Brown Brothers entre 1909 et 1912 (où ai-je déjà entendu ce nom ?). J'ai apporté la lumière en

République dominicaine pour les intérêts sucriers américains en 1916. En Chine, j'ai veillé à ce que la Standard Oil puisse agir sans être inquiétée. Avec le recul, j'aurais pu donner quelques conseils à Al Capone. Le mieux qu'il ait pu faire, c'est de mener ses activités criminelles dans trois quartiers. Moi, j'ai opéré sur trois continents."

Voilà, en résumé, la réalité américaine.

La vérité américaine ultime.

Nous sommes une nation de racketteurs.

Des brutes qui obtiennent ce qu'elles veulent par l'intimidation et la force.

Notre parole est notre engagement, mais seulement quand vous vous soumettez à notre volonté.

Sinon, nous enverrons les Marines.

L'ère d'après-guerre (c'est-à-dire les années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale—cette précision s'imposant au regard des nombreuses guerres survenues depuis, dont la plupart ont été instiguées par les États-Unis) a été, jusqu'à récemment, définie par deux préceptes juridiques fondamentaux distincts mais intrinsèquement liés.

Le premier est la suprématie du droit international telle qu'elle est énoncée dans la Charte des Nations unies, qui lie les nations dites "civilisées" du monde à celles qui aspirent à l'être.

Le second est le soi-disant "ordre international fondé sur des règles", composé d'accords et de chartes qui ont créé un réseau d'institutions mondiales liées par les règles énoncées dans ces accords et chartes.

Les États-Unis ont été les principaux rédacteurs de la Charte des Nations unies et des différents accords qui, collectivement, constituent l'"ordre international fondé sur des règles".

Nous avons promu le respect de ces deux corpus juridiques et des règles et réglementations correspondantes, ce qui nous a permis de proclamer haut et fort que nous étions une nation de droit et que notre vocation était de défendre l'état de droit.

Que nous étions "capables de tenir parole".

Mais cette posture n'était qu'une arnaque.

Un racket.

Une véritable chaîne de Ponzi.

L'Amérique a toujours été fondée sur la notion d'une prospérité sans fin, qui ne pouvait être obtenue et maintenue que par l'expansion constante des intérêts financiers des élites au pouvoir, qui ont écrasé les nations européennes cherchant à s'implanter dans les nouvelles terres de l'hémisphère occidental, ainsi que les peuples autochtones qui possédaient et occupaient les terres constituant les futures sources de richesse de la jeune République.

Lorsque nous avons consolidé notre emprise sur le continent américain, nous avons pris la mer, devenant ce dont nous nous étions ostensiblement libérés—une puissance coloniale impériale. Notre ambition nous a rapidement mis en conflit direct avec d'autres puissances tyranniques expansionnistes—le Japon impérial et l'Allemagne nazie—et nous nous sommes retrouvés dans un conflit mondial qui a consolidé le concept de prospérité fondée sur la dette, tout en redéfinissant les structures du pouvoir mondial de manière à permettre aux États-Unis—par le biais des Nations unies—de revendiquer une suzeraineté de facto sur le monde entier.

En détournant l'état de droit pour créer des “accords” qui n'existaient qu'à notre seul bénéfice.

Mark Carney, Premier ministre du Canada, a récemment livré une analyse de l'“ordre international fondé sur des règles” qui en capture le mieux la réalité :

“Pendant des décennies », a déclaré Carney dans un discours prononcé le 20 janvier devant le Forum économique mondial à Davos, en Suisse, « des pays comme le Canada ont prospéré dans le cadre de ce que nous appelions l'ordre international fondé sur des règles. Nous avons rejoint ses institutions, salué ses principes et tiré profit de sa prévisibilité. Nous pouvions mener des politiques étrangères fondées sur des valeurs sous sa protection. Nous savions que l'histoire de l'ordre international fondé sur des règles était en partie fausse. Que les plus puissants s'en affranchiraient quand cela leur convenait. Que les règles commerciales étaient appliquées de manière asymétrique. Et que le droit international s'appliquait avec une rigueur variable selon l'identité de l'accusé ou de la victime.”

L'ordre international fondé sur des règles était un racket.

Il en allait de même pour la Charte des Nations unies. Ostensiblement conçue pour créer un monde où les vainqueurs de la conflagration mondiale définiraient les termes de la coexistence avec les vaincus et les victimes, cette notion s'est rapidement effondrée lorsque l'un de ces vainqueurs—l'Union soviétique—a refusé

de respecter les clauses en petits caractères de la Charte des Nations unies, à savoir que toutes les nations devaient se subordonner à la domination économique du dollar américain et aux nouvelles institutions mondiales fondées sur la notion de suprématie du dollar.

Le monde s'offrait à l'Amérique comme une huître, et les accords que nous avons contribué à rédiger, à mettre en place et à faire respecter avaient pour but de permettre à l'Amérique d'exploiter cette huître à sa guise.

Mais la réalité est que la Charte des Nations unies et l'ordre international fondé sur des règles qui en découlait n'étaient guère plus qu'une gigantesque chaîne de Ponzi, qui exigeait des autres qu'ils subordonnent leur viabilité économique au bon vouloir du capital américain au fil du temps. Les États-Unis joueraient bien entendu le rôle de défenseur assidu des lois et règles qui sous-tendaient les différents accords conclus.

Contribuant ainsi à créer la fiction d'une nation "capable de tenir parole".

Mais dès lors que l'accord cessait de produire les résultats unilatéraux exigés par les élites américaines, ces accords étaient mis au rebut comme s'ils n'avaient jamais eu d'importance ni même existé.

Comparez le rôle joué par l'ONU dans la légitimation de l'action militaire contre l'Irak en 1991 avec la façon dont les États-Unis ont ignoré l'ONU pour justifier la guerre contre l'Irak en 2003.

C'est presque comme si la Charte des Nations unies n'existait pas.

Regardez l'héritage des traités de contrôle des armements négociés avec l'Union soviétique et la Russie au fil du temps.

Ils ont tous été abandonnés par les États-Unis.

Et regardez maintenant le grand-père de toutes les relations conventionnelles, celui entre les États-Unis et leurs alliés transatlantiques—l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou OTAN.

C'est comme si elle n'avait jamais existé.

Sous l'administration Trump, les États-Unis ont abandonné toute prétention à des traités ou accords contraignants.

Ceux-ci ne sont plus adaptés dans un monde où la chaîne de Ponzi mondiale qu'était l'"ordre international fondé sur des règles" n'est plus viable.

Les États-Unis ont besoin d'un nouveau racket.

Nous sommes devenus une nation de marchands d'illusions, offrant des remèdes aux problèmes que nous avons nous-mêmes créés.

Sauf que ces remèdes ne guérissent rien.

Ils n'existent que pour transférer la richesse de la victime vers les États-Unis.

Et dès que la victime reconnaît le racket, nous cherchons à la détruire.

Nous ne recherchons plus les enchevêtrements gênants des traités ou des accords.

Nous cherchons des "deals", en utilisant le langage des vendeurs de voitures d'occasion et autres charlatans.

Notre existence est désormais définie par une série interminable d'escroqueries conçues pour produire des profits à court terme sans guère se soucier des conséquences à long terme.

Nous sommes une nation définie par le mensonge et la tromperie, où les négociations servent à endormir de prétendus partenaires diplomatiques dans une fausse quiétude, pendant laquelle nous conspirons et mettons en œuvre les mécanismes de leur perte.

Et si l'administration Trump en est venue à personnifier ces caractéristiques odieuses, nous, le peuple des États-Unis, ne comprenons pas que nous aussi sommes souillés par cette pestilence de la tromperie morale et intellectuelle et de la perfidie.

Sergueï Lavrov s'est trompé lorsqu'il a dit que les États-Unis étaient "incapables de tenir parole".

Ce qu'il aurait dû dire, c'est que le peuple américain est collectivement "incapable de tenir parole".

Ce statut perdurera même après que Trump aura quitté le pouvoir.

Parce que les causes profondes de cette situation sont antérieures à Trump.

Elles se sont manifestées à la naissance de notre nation.

Et tant que nous ne reconnâtrons pas ce péché originel et ne ferons pas quelque chose pour le purger des caractéristiques fondamentales de notre nation, nous ne serons jamais rien de plus qu'une chaîne de Ponzi en faillite, incapable de projeter le type d'intégrité et d'honneur nécessaire pour conclure des accords et les respecter.



ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse   ÉTATS-UNIS   Trump, Donald   Organisation des Nations Unies (ONU)